

Bilan du 20 mars 2011 : journée mondiale de solidarité avec les peuples arabes

vendredi 20 mai 2011, par [IMBACH Pauline](#) (Date de rédaction antérieure : 23 mars 2011).

Bilan du 20 mars 2011 : journée mondiale de solidarité et de mobilisations

Pauline Imbach

Suite à l'appel de l'Assemblée des mouvements sociaux (AMS) rassemblés à l'occasion du Forum Social Mondial de Dakar le 10 février 2011, la journée du 20 mars a été marquée par des manifestations et des mobilisations de solidarité avec les peuples arabes en lutte pour leur souveraineté. L'assemblée des mouvements sociaux, processus de coordination internationale des mouvements sociaux, a affirmé dans sa déclaration finale son soutien et sa solidarité active « *aux peuples de Tunisie, d'Égypte et du monde arabe qui se lèvent aujourd'hui pour revendiquer une véritable démocratie et construire un pouvoir populaire. De part leurs luttes, ils montrent la voie d'un autre monde débarrassé de l'oppression et de l'exploitation* » et a appelé à ce que le 20 mars soit « *un jour international de solidarité avec le soulèvement du peuple arabe et africain, dont les conquêtes renforcent les luttes de tous les peuples : la résistance du peuple palestinien et sahraoui, les mobilisations européennes asiatiques et africaines contre la dette et l'ajustement structurel, et tous les processus de changement en cours en Amérique latine.* » [1]. Bien que cela reste totalement insuffisant, cet appel a largement été entendu et des mobilisations ont été organisées dans de nombreuses villes des quatre coins de la planète, y compris dans le monde arabe. Petit tour d'horizon (le bilan dressé ici n'est pas exhaustif).

Des actions de solidarité dans le monde entier

En Belgique une plateforme de 69 organisations a appelé à manifester ce 20 mars

Dans le cadre d'une plateforme regroupant 69 organisations (syndicats, coupoles, associations tiers-mondistes, environnementales, pacifistes, féministes et de jeunesse), plus de 2000 personnes ont manifesté dimanche après midi dans les rues de Bruxelles leur solidarité avec les processus révolutionnaires en cours.

Au cours de la marches différentes revendications clés ont été rappelées, avec en premier lieu la solidarité internationale avec les soulèvements pour la liberté, les droits démocratiques et le progrès social en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Autre revendication largement mise en avant, le refus du soutien politique, économique et militaire de l'Occident aux régimes dictatoriaux.

Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, membre de la plateforme et du Collectif de solidarité avec les peuples en lutte a, **quant à lui**, mis en avant la revendication de la répudiation des dettes odieuses contractées par les dictateurs. Ainsi on pouvait lire sur quelques panneaux « Ben Ali et le FMI sont des amis - FMI dégage ! » ou encore « La dette des dictateurs ne sera pas payée par les peuples ».

Ces revendications font largement écho au travail mené par **RAID ATTAC CADTM Tunisie qui milite activement pour la réalisation d'un audit de la dette tunisienne et demande dans ce**

cadre un moratoire unilatéral sur la dette publique de la Tunisie (avec gel des intérêts), pendant la durée de réalisation de l'audit.

Le CADTM Belgique continue de relayer et de soutenir ce travail, notamment en co-organisant le 24 mars 2011 une conférence au Parlement européen sur la dette odieuse de la Tunisie. [2]

En France, plusieurs manifestations ont eu lieu à Paris, place du Trocadéro ou encore à Lille et à Grenoble [3] où une centaine de manifestants ont défilé pour « soutenir les peuples arabes en lutte » et pour protester contre les frappes aériennes en Libye.

En Suisse des manifestations de soutien aux révolutions en cours et pour la fin de l'occupation de l'Irak ont eu lieu à Genève, Lausanne et Berne. A Genève, la manifestation, organisée par le Collectif contre l'impunité et pour le respect des conventions de Genève, a réuni plus de 150 personnes [4].

En Espagne des manifestations ont eu lieu dans plusieurs ville comme Séville, Barcelone (400 personnes), Madrid ou encore Grenade.

En Italie des manifestations se sont déroulées à Rome, Florence, Spezia, Turin, Bologne, ou encore Pise. Un sit-in a également été organisé à Naples, d'où des avions décollent pour la Lybie.

En Allemagne, une grande conférence a été organisée à Frankfurt par le réseau ATTAC Allemagne, et le mouvement de la paix.

La République Démocratique du Congo a également répondu à l'appel des mouvements sociaux. L'UFDH / CADTM Mbuji Mayi a organisé un rassemblement le 20 mars au cours duquel un mot de solidarité avec les peuples des pays arabes et les peuples ivoiriens et burkinabè a été lu devant les leaders communautaires et devant la presse. Un film sur Thomas Sankara a également été projeté à cette occasion.

A Lubumbashi, un débat sur « les révolutions dans les pays arabes, quelles perspectives pour l'Afrique Sub—Saharienne » a été organisé.

Au Sénégal une conférence débat a été organisée dans une banlieue de Dakar par la coalition CADTM Sénégal.

Des mobilisations se sont également tenues sur le continent latino-américain, des manifestations ont été organisées notamment au Mexique, au Venezuela, en Uruguay, à Puerto Rico, au Brésil, en Argentine et à Cuba. A l'occasion de ces activités, différentes déclarations ont été réalisées.

Les peuples arabes soutiennent l'appel de l'AMS et continuent la lutte

Au Maroc, une mobilisation d'envergure

Des dizaines de milliers de personnes ont participé dimanche dans plus de 60 villes marocaines à des manifestations pour réclamer en priorité une nouvelle Constitution limitant les pouvoirs du roi et plus de justice sociale pour le peuple marocain.

A Casablanca (50 000 personnes), Tanger (16 000), Rabat (15 000), Agadir (16 000), Fès (5000), El Hoceima, El Jadida, Nador, Tétouan, etc. le slogan phare « Du pain, de la dignité et de la liberté » a résonné toute la journée. Les manifestants ont également dénoncé la corruption et le clientélisme ainsi que la répression systématique des militants « Barka min el boulist, zidouna fel madariss » - assez de police, nous voulons des écoles !

Notons que pour cette nouvelle journée de mobilisation, les forces « de l'ordre » ont été pacifiques.

En Tunisie : Une semaine d'action pour l'annulation de la dette de la Tunisie

Du 14 au 20 mars 2011, s'est tenu une semaine d'action pour l'annulation de la dette de la Tunisie. L'ouverture de la semaine s'est faite par une conférence de presse qui a réuni de nombreux médias dont La Presse et Ettarik El Jadid, qui ont écrit des articles concernant l'annulation de la dette. Côté radio, Chams FM et Radio Mosaïque ont consacré dans la semaine 2h d'émission en direct à la question de la dette. Enfin, la chaîne de télévision Nesma a diffusé dans la soirée du 14 mars, dans son journal de 20 h, un reportage sur la question, avec une interview de Fathi Chamkhi, membre de RAID ATTAC CATDM Tunisie.

Le 19 mars de 14h00 à 17h00 une conférence débat, organisée sous la direction commune de RAID ATTAC CADTM Tunisie et le UDC, avec la participation des invités internationaux [5], a permis à quelques 150 personnes de comprendre la question de la dette et les enjeux de son annulation. Durant la conférence une lettre au Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie a été présentée au public.

Enfin, le 20 mars une grande manifestation a eu lieu dans les rues de Tunis. La marche a commencé vers 12h, et a emprunté l'avenue Mohamed V, l'avenue des banques où se trouve également le siège de la Banque Centrale de Tunisie (BCT). Environ 300 personnes ont pris part à cette manifestation. La colère des participants pouvait se lire sur les visages et dans les slogans sur l'annulation de la dette ou sur la question de l'emploi. Dans la foule, se mêlaient des drapeaux tunisiens, libyens et palestiniens. Après une heure de marche, le cortège s'est arrêté devant la BCT, gardée par les soldats. Les manifestants se sont alors regroupés et la lettre adressée au Gouverneur de la BCT a été lue au mégaphone. Pour finir, le cortège s'est dirigé vers l'avenue Habib Bourguiba où avait eu lieu la fameuse manifestation du 14 janvier 2011.

En Algérie la mobilisation continue

Environ 300 manifestants se sont rassemblés devant le siège de la Présidence, dans le quartier d'El Madania sur les hauteurs d'Alger. Les revendications étaient principalement basées sur la question du chômage et de la précarité. Depuis janvier 2011, les étudiants, chômeurs, gardes communaux, médecins résidents, pharmaciens, pompiers, etc. ont multiplié les actions et mobilisations pour faire entendre leurs revendications sociales [6]. Cette mobilisation s'est traduite par une trentaine de tentatives d'immolations par le feu, dont cinq ont été mortelles.

En Syrie, 10 000 manifestants réprimés

A Der'aa, une ville dans le sud de la Syrie, assiégée depuis 3 jours, plus de 10 000 manifestants ont manifesté pour revendiquer leurs droits à la liberté et la fin de la corruption. Les forces de « l'ordre » ont tiré à balles réelles et lancé des gaz lacrymogènes sur les manifestants. Le bilan est très lourd : au moins 6 morts et plus de 100 blessés. Différentes sources attestent que les gaz lacrymogènes lancés par la police étaient particulièrement toxiques. Un jeune garçon de 11 ans est décédé le 22 mars suite à l'inhalation de ce gaz durant la marche.

Pendant la marche le siège du parti Baas (au pouvoir), le palais de justice et des succursales de deux compagnies de téléphone portable, ont été incendiés, par un groupe de personnes inconnues des manifestants ...

Parallèlement, les arrestations se multiplient dans tout le pays.

Au Yemen , un cortège massif pour les funérailles de manifestants Depuis des semaines, le peuple

yéménite demande le départ du président Ali Abdallah Saleh. Vendredi 18 mars, la police de Sanaa avait ouvert le feu contre les manifestants, faisant 52 victimes et 126 blessés. Le 20 mars 2011, un cortège massif s'est rendu au cimetière où plusieurs des manifestants tués ont été enterrés, parallèlement, le président contesté a limogé son gouvernement et de nombreux parlementaires ont démissionné.

Libye, pas d'intervention militaire !

20 mars 2003 ... 20 mars 2011 ...

La guerre en Irak a débuté le 20 mars 2003 avec l'invasion de l'Irak sous couvert de l'opération « Iraqi Freedom » menée par une coalition dirigée par les États-Unis contre le parti Baas de Saddam Hussein. A la recherche des fameuses armes de destruction massive, l'invasion a conduit à la défaite rapide de l'armée irakienne, et à la capture et l'exécution de Saddam Hussein. Aujourd'hui, le peuple irakien, largement massacré par l'intervention de l'armée américaine, n'est toujours pas libre, les armes de destruction massive n'ont pas été trouvées ...

Ce 20 mars 2011, la Libye, qui tout comme l'Irak constitue un enjeu stratégique essentiel en ressource pétrolière, a été attaquée par les forces militaires européennes, sous couvert d'une résolution onusienne. Le tout au nom de la liberté et de la défense du peuple ...

L'histoire se répète ? Les peuples ne sont pas dupes et refusent l'ingérence politique comme militaire.

La lutte continue ! *Hasta la victoria siempre*

En organisant de manière décentralisée toutes ces actions, les mouvements sociaux veulent prouver aux dirigeants du monde entier que les luttes populaires dans les pays arabes sont au cœur des préoccupations et des agendas de centaines de mouvements sociaux dans le monde. Les peuples de Tunisie et d'Égypte montrent la voie aux peuples africains et du monde pour nous aider à rompre avec la logique de fatalité, ce qui est fondamental dans la difficile et âpre lutte contre le capitalisme, qui n'a d'autre soif que celle du profit. Face à une répression grandissante et à l'intervention militaire et politique impérialiste en Libye, les défis à relever sont gigantesques. Le rôle de la solidarité internationale apparaît donc comme fondamental. Vive la lutte pour la liberté, vive la souveraineté des peuples !

Notes

[1] Pour lire la déclaration : [Déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux au FSM de Dakar](#), ESSF (article 20197).

[2] <http://www.cadtm.org/Conference-au-Parlement-europeen>

[3] A l'Appel de : ADAFL [Association dauphinoise Amitiés franco- libanaises]- ADES- ADLPF [Association libres penseurs France]- AFPS- Amitiés franco- arabes- ASALI- ASEG-FSE [Fédération syndicale étudiante]- ATTAC 38- CADTM - CIDEM (Centre d'initiative euro-Méditerranée)- CIIP- Coordination iséroise de soutien aux sans papiers-CSRA- Europe Ecologie/Verts Isère- FSQP [Forum social des quartiers populaires]- FSU Grenoble- Iran solidarités Les Alternatifs - Ligue des Droits de l'Homme 38- Ligue défense des droits de l'homme

en Iran- Maroc solidarités citoyennes- Mouvement de la Paix- Nil Isère-NPA- PAG 38- Parti socialiste- Pas à Pas- PAS 38- PCF- PIR [Parti des Indigènes de la République]- PCOF-PRCF & JRFC- Ras l'Front Voiron- Sud Solidaires Isère- Survie Isère

[4] <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Manifestation---Gen-ve-10776212>

[5] Attac Rhône : Elisabeth Thimonier, Antoinette, Robert Joumard, Roland Calba, Serge Gardien et Joëlle Gardien, Attac France : Jean-Luc Cipièrre et Jacqueline Balvet, Attac Allemagne : Hugo Braun (président) et Helmut (Attac Munich), Cadtm France : Claude Quemar (Président), Cadtm Afrique : Samir Abi (coordinateur), Cadtm Belgique : Brigitte Ponet (membre du CA), Cadtm international : Eric Toussaint (coordinateur)

[6] Lire [Le degré de la radicalisation du mouvement de jeunes en Algérie : un signe avant-coureur du futur des luttes sociales](#), ESSF (article 19859).